

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise



PIA  
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'AGRO-ALIMENTAIRE  
TOGO  
www.pia-togo.com

**LIVRAISON GRATUITE**

Volte  
**SERVICE 7J/7**  
SUPPORT CLIENT 24/24



Site web: [www.ecoetfinances.com](http://www.ecoetfinances.com)

Prix: 300Fcfa

Journal des entrepreneurs

# ECO & FINANCE



Quotidien Economique du Togo- REC N-0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

**Vente aux enchères**

Coopération sud-sud

## LA MAIRIE D'AGOÈ – NYIVÉ1 VA SCELLER UN JUMELAGE AVEC UNE VILLE PÉTROLIÈRE DU NIGER

1021 véhicules mis en vente

L'Office Togolais des Recettes (OTR) va ... **Page 2**

**Intégration sous régionale**

Omar Touray reçoit les sages conseils de Faure Gnassingbé

Le Chef de l'Etat Faure...

**Page 4**

**Etranger**

Taiwan, maillon-clé des chaînes commerciales mondiales

Les Etats-Unis veulent ...

**Page 6**

**Page 3**



**LES MERCREDIS DU FISC**

Tous les 1<sup>er</sup> mercredi de mois à partir de 10h30

Carrel OTR  
Office Togolais des Recettes-OTR



## TÉLÉCOM

**Page 4**

## TARIK BOUDIAF NOMMÉ DG INTÉRIMAIRE DE TOGOCOM



### ECO & FINANCES

Pour la paix et la stabilité économique de notre pays disons tous

# NON AU TERRORISME





Diplomatie**Renforcement de l'axe Lomé- Libreville**

*Le Président de la République, Faure Gnassingbé était le 19 août 2022, à Libreville au Gabon pour une visite d'amitié et de travail. Ce déplacement du numéro un togolais intervient au lendemain du 62<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du Gabon.*

● **Keziah KPATIDE**

A Libreville, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé et son homologue du Gabon Ali Bongo Ondimba ont eu des entretiens en tête-à-tête au cours desquels ils ont passé en revue la coopération bilatérale inter-régionale et les sujets liés à la situation économique mondiale. Les deux dirigeants ont en outre renouvelé leur détermination à œuvrer pour le renforcement des liens de fraternité et du partenariat économique entre Lomé et Libreville. Les deux personnalités ont « échangé sur des questions d'intérêt commun et ont convenu d'œuvrer à la redynamisation de la coopération bilatérale entre les deux pays en matière de préservation et de gestion durable de ses ressources naturelles, que le Togo compte bien prendre en exemple », indique la



présidence gabonaise. Le Chef de l'Etat togolais a par ailleurs adressé ses félicitations à Ali Bongo ainsi qu'au peuple gabonais pour le succès des manifestations de la fête du 62<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de leur pays. Faure Gnassingbé a en outre indiqué avoir été impressionné par la palette d'opportunités présentées par Patricia Scotland QC, Commonwealth Secre-

tary- General, au cours d'un entretien qu'ils ont eu tous les trois. Le Togo et le Gabon entretiennent depuis des années de très bonnes relations diplomatiques qui se sont renforcées avec l'arrivée au pouvoir de Faure Gnassingbé et Ali Bongo Ondimba. Le déplacement du numéro 1 togolais à Libreville était aussi une occasion pour les deux

personnalités de poser les bases pour un renforcement et une consolidation de ces relations sur tous les plans. « Au plan bilatéral, les deux dirigeants vont renouveler leur détermination à œuvrer pour le renforcement des liens de fraternité et du partenariat économique entre Lomé et Libreville », a indiqué le communiqué de la présidence du Togo.

Vente aux enchères**1021 véhicules mis en vente**

*L'Office Togolais des Recettes (OTR) va procéder à une vente aux enchères publiques de 1021 véhicules, le 23 août prochain au Port autonome de Lomé (PAL).*

● **Marielle BOEMIGAN**

Ça sera la troisième vente aux enchères organisée par l'Office togolais des recettes (OTR) en moins d'un mois. En effet, l'annonce faite par le Commissaire général, de la régie financière, Philippe Kokou Tchodie rentre dans le cadre de l'exécution de l'ordonnance N°2627/2022 du 20 juillet 2022. « La participation à la vente aux enchères est subordonnée au paiement d'une somme de vingt-cinq mille (25.000) francs CFA non remboursable contre une quittance sécurisée au titre d'enregistrement des adjudicataires à la Division des Opérations Douanières de Lomé-Port 1 », indique le

communiqué de l'OTR. La vente sera faite aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, paiement au comptant et sur place majoré de 12% avec enlèvement immédiat. Les adjudicataires qui n'auront pas acquitté, avant 17 heures 30 minutes le jour de leur achat, le montant des effets qui leur sont adjugés, verront leur adjudication annulée. L'Office togolais des recettes rappelle qu'aucune réclamation ne sera prise en compte après adjudication et que la participation du public à cette vente implique l'acceptation des conditions énumérées. Pour tout renseigne-

ment, les potentiels candidats pourront s'adresser à l'Etude de Maître Koamivi Atta Lithor, Commissaire-priseur,

sis à Totsi Gblinkomé 46 Von à droit en allant vers la salle des Témoins de Jéhovah, Tél 90 02 35 73/97 23 39 57, Lomé (TOGO).

**ECO & FINANCE**

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières  
Email : ecofinances.infos@gmail.com  
Site web : www.ecoetfinances.com  
REC N° 0643/01/08/2022/HAAC  
Adresse : rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumière - Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

**Directeur de publication**

Komlan KPATIDE  
00228 90 05 05 08

**Rédacteur en chef**

Bernard D. AFAWOUBO  
00228 90 90 49 83

**Chef d'édition**

Eyram AKAKPO  
00228 93 64 07 85

**Rédacteurs**

Keziah KPATIDE  
SALLAH Patience  
Yves ATCHANOUVI  
Kodji GATOR JOE

**Direction commerciale**

00228 97 25 84 84

**Graphiste**

FOLIKOUE ATA K. Achille

**Imprimerie**

TOGO V.SPRINTS  
Tirage: 3000

Gaz butane**Le gouvernement fixe de nouveau prix**

*Le gouvernement à travers un communiqué en date 18 août 2022, a décidé de maintenir un niveau de subvention visant à soulager les populations.*

● **SALLAH Patience**

Suite aux consultations menées par le gouvernement avec les importateurs de gaz et tenant compte de la nécessité de poursuivre la protection du pouvoir d'achat des populations, les prix du gaz butane ont été révisés. Ainsi, la bouteille de 6 Kg précédemment vendue à 5352 FCFA est ramenée à 4740 FCFA. La bouteille de 12,5 kg vendue à 11150 FCFA sera désormais à 9875 FCFA. « Dans un contexte de contraintes budgétaires fortes couplées à la hausse des cours, le gouvernement maintient un niveau de subvention visant à soulager les populations », indique le ministre Kodjo Adedze qui précise que la surveillance sera renforcée dans les points de vente afin de s'assurer que les vendeurs ne se livrent pas à la spéculation.



Coopération sud-sud**La mairie d'Agoè – Nyivé 1 va sceller un jumelage avec une ville pétrolière du Niger***Vers un jumelage entre les communes d'Agoè- Nyivé 1 et celle de Mainé Soroa, un territoire situé dans la zone pétrolière du Niger.*

● Eyram AKAKPO

Le président du conseil Exécutif de la commune urbaine de Mainé Soroa El Hadj Tandja Ibrahim, avait envoyé le 15 juillet 2022, une note à son homologue Kovi Adanbounou, maire de la commune d'Agoè- Nyivé 1 pour une rencontre afin de sceller un+ jumelage. « J'ai l'honneur de vous adresser cette correspondance en vue de vous demander de bien vouloir m'inviter au Togo à Lomé, pour qu'ensemble, avec votre conseil exécutif et les services rattachés de la commune d'Agoè- Nyivé 1 puissions tracer une feuille de route pour le jumelage de nos deux communes », a écrit El Hadj Tandja. Selon la partie togolaise, les préparatifs vont bon train pour une concrétisation de ce projet. « Comme suite à votre courrier en objet référencé par lequel vous sollicitez un jumelage entre la commune de



Mainé Soroa et la commune d'Agoè-Nyivé1, j'ai l'honneur de vous signifier notre entière disponibilité à répondre favorablement à cette initiative qui vise à promouvoir un développe-

ment local participatif et inclusif de nos communes et qui valorise la coopération sud – sud », a laissé entendre Kovi Adanbounou. Le maire de Mainé Soroa est à cet effet annon-

cé à Agoè – Nyivé 1, du 28 aout au 2 septembre 2022, pour une visite d'amitié et de travail qui devrait aboutir à ce partenariat. « Je vous invite à Lomé au Togo pour une visite d'échanges et

de travail dans la commune d'Agoè –Nyivé 1 au cours de la période de la deuxième quinzaine du mois d'aout 2022 » précise la note réponse de Kovi Adanbounou. Mainé Soroa, est une

commune urbaine située dans la région de Diffa au Niger et frontalière de l'Etat de Yobé en République Fédérale du Nigeria. Ville natale de feu président Tandja Mamadou, Mainé Soroa a une superficie de 2892 km2 et une population de 108 104 habitants. C'est un territoire d'agriculture et d'élevage qui se trouve dans la zone pétrolière du pays qui justement permet aux autorités nigériennes d'offrir du carburant aux populations à un prix moins élevé que celui du marché international.

La commune d'Agoè-Nyivé 1 quant à elle, est limitée à l'Ouest par les communes d'Agoè-Nyivé 2, 3 et 5, à l'Est par la commune de Golfe 2, au Sud par la commune du Golfe 5 et au Nord par la commune d'Agoè-Nyivé 4. Elle est composée de 32 villages et 7 quartiers. Dirigée par le maire Kovi Adanbounou, elle est l'une des treize communes du Grand Lomé.

Amélioration des performances**Les DC et SG en parlent***Le gouvernement togolais et les hauts cadres de l'administration togolaise, notamment les Directeurs de cabinet et Secrétaires généraux des ministères ont tenus le jeudi 16 Août 2022, à Lomé, une rencontre d'échange axée sur la poursuite de l'amélioration des performances collectives.*

● SALLAH Patience

Poursuivre l'amélioration des performances collectives, telle est l'objet d'une rencontre entre le gouvernement et les hauts cadres de l'administration togolaise. Cette rencontre a connu la présence du Ministre, Secrétaire général du gouvernement, Kanka-Malik Natchaba. Cette rencontre a été une occasion d'expliquer à ces Hauts fonctionnaires au cœur de l'administration des différents départements, la transition du PND à la

feuille de route gouvernementale ; d'identifier les évolutions nécessaires de la communication pour la rendre plus efficace ; d'expliquer la démarche et la pratique légistique et de partager le manuel de rédaction administrative. La finalité de cette rencontre d'échange est de permettre à ces hauts cadres de l'administration d'avoir une meilleure compréhension et maîtrise de la démarche et pratique légistique, une meilleure appropriation des méthodes et outils de communi-

cation et une harmonisation du format de rédaction administrative.

Les participants ont salué la qualité des échanges qui s'inscrivent dans l'esprit de gouvernance concertée prônée par les plus hautes autorités de notre pays. Le Ministre, Secrétaire général du gouvernement, Kanka-Malik Natchaba, a félicité les participants pour le travail quotidien de qualité qu'ils abattent dans leurs différents départements. Il a appelé ces derniers, à l'amélioration de leurs

performances pour plus d'efficacité dans l'exercice de leurs fonctions. Cette rencontre périodique fait suite à celle de l'année dernière portant sur l'élaboration du Programme d'investissements publics (PIP). Les présentations ont été assurées par Aïcha Péré, Coordinatrice par intérim de la CPES, Skpane Makre, Secrétaire Général adjoint du gouvernement, Antoine Afanou, Conseiller en communication du Ministre de la Communication et le Prof Adama Kpodar, Directeur Général de l'ENA.





## Intégration sous régionale

## Omar Touray reçoit les sages conseils de Faure Gnassingbé

Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé a reçu en audience le 18 août 2022, le nouveau président de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) Omar Alieu Touray.

● Marielle BOEMIGAN

Le nouveau président de la Commission de la CEDEAO a fait le point des politiques et programmes de développement dans l'espace communautaire à Faure Gnassingbé et lui a présenté la situation de la commission après les réformes institutionnelles. Nommé à la tête de la commission de la CEDEAO le 3 juillet dernier, lors de la 61<sup>e</sup> session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'instance sous-régionale, Omar Alieu Touray s'est félicité des orientations et sages conseils du Président de la République qui lui permettront de mieux réussir sa mission. « Je viens de prendre fonction en tant que Président de la Commission de la CEDEAO. Je suis



venu pour remercier Son Excellence Monsieur le Président de la République, le gouvernement et le peuple togolais, pour le soutien. Je vais m'engager à œuvrer pour le développement de notre sous-région et

je continuerai de solliciter l'appui du chef de l'Etat togolais ». Selon les services de communication de la présidence, « l'expérience diplomatique et le leadership du Président de la République, Faure

Essozimna Gnassingbé sont appréciées par les institutions régionales et internationales. Le chef de l'Etat est alors régulièrement consulté sur plusieurs questions liées notamment à la paix, à la sécurité

et à l'intégration économique inter-Etats ». Omar Touray né le 5 novembre 1965, est un diplomate et homme politique gambien. Nommé président de la Commission de la Communauté économique des États

de l'Afrique de l'ouest depuis le 3 juillet 2022, il fut ministre des Affaires étrangères de son pays depuis le 26 mars 2008, succédant à Crispin Grey-Johnson. D'avril 2002 à février 2007, il fut ambassadeur en Éthiopie, représentant permanent auprès de l'Union africaine, de la Commission économique pour l'Afrique, du Programme des Nations unies pour l'environnement et Haut-Commissaire en Afrique du Sud et au Kenya. Il devient ambassadeur aux Nations unies le 22 février 2007 jusqu'à sa nomination en tant que ministre des Affaires étrangères. Le 3 juillet 2022, il devient le président de la commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest en remplacement de Jean-Claude Kassi Broul.

## Télécom

## Tarik Boudiaf nommé DG intérimaire de Togocom

Après près de trois ans passé à la tête du groupe Togocom, Paulin Alazar a définitivement quitté ses fonctions le 19 août dernier. A la veille de son départ, un hommage lui a été rendu par le personnel pour son travail bien fait à la tête de la société. Tarik Boudiaf va assurer l'intérim.

● Eyram AKAKPO

Le personnel et les principaux responsables du groupe Togocom ont offert jeudi dernier dans les jardins de la société à Lomé, un cocktail d'au revoir à leur désormais ex-directeur Général Paulin Alazar. « Ceux qui ont eu la chance de le côtoyer au cours des presque trois ans qu'il a eus à passer à la tête de Togocom ont pu découvrir un homme discret, respectueux, droit, travailleur, et surtout très abordable... Paulin Alazard est un capitaine qui a su rassembler son équipage autour de lui », a indiqué Anoko Lawson, la directrice des ressources humaines de Togocom. Cette dernière a au nom du personnel, offert en guise de souvenir un tableau et un magazine au désormais ex directeur général. Des dons qui re-



tracent toutes ses réalisations à la tête du groupe Togocom. « C'est un gros choc pour moi. Je crois que je n'ai pas réalisé. J'ai passé de bons moments avec vous », a indiqué le désormais ex directeur général, avant d'ajouter que « cela a été une aventure humaine avant tout. C'est comme cela que j'ai perçu ma modeste contri-

bution à l'évolution de ce groupe... Nous avons pleins de challenges, des défis culturels, des problèmes de communication, de la concurrence et un régulateur qui aime bien nous taquiner. Cela fait partie du jeu. Mais j'en garderai à jamais un souvenir très fort ». Démissionnaire, Paulin Alazar sera succédé par Tarik Boudiaf, qui

était jusque-là le directeur commercial du groupe. Il devra assurer l'intérim jusqu'à la nomination d'un nouveau directeur général. Boudiaf dans son discours, a exprimé toute sa gratitude à Paulin Alazard et lui a témoigné sa reconnaissance pour tout ce qu'il a pu apporter pour la consolidation de la société. « Je suis

très reconnaissant pour tout, au nom de toutes les équipes, je te remercie pour tout ce que tu as fait. Ton éthique de travail et ton implication sont plus qu'admirables. Nous avons eu de la chance d'avoir quelqu'un d'aussi dévoué que toi. Ce fut un voyage incroyable ces deux dernières années. Mes mots ne suffiront jamais à faire l'éloge de tes réalisations, la qualité de ton travail et le talent dont tu fais preuve, mais surtout tes valeurs morales et humaines, inestimable », a déclaré le nouveau directeur général par intérim. Titulaire d'un master en finance depuis 2011, Paulin Alazar a fait ses premiers pas dans les télécoms en tant que contrôleur financier puis contrôleur régional

Afrique chez l'opérateur télécom panafricain Celtel, filiale du groupe koweïtien Zain, de 2006 à 2008, puis directement au sein du groupe, à Madagascar. Cette expérience au sein du groupe l'a conduit à effectuer des missions en RD Congo, au Tchad, au Burkina Faso et au Niger. Suite à près de deux ans dans la filiale gabonaise d'Airtel de 2010 à 2012, Alazard a rejoint Telma Madagascar au poste de directeur général adjoint en charge des finances. Il a été nommé à la tête du groupe Togocom par Axian qui détient 51 % des parts. Il a pris ses fonctions le 25 novembre 2019 en remplacement de Atcha Dédji Affoh.

**BRVM 10** 163,17

Variation Jour ↑ 0,18 %

Variation annuelle ↑ 6,29 %



**BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE**

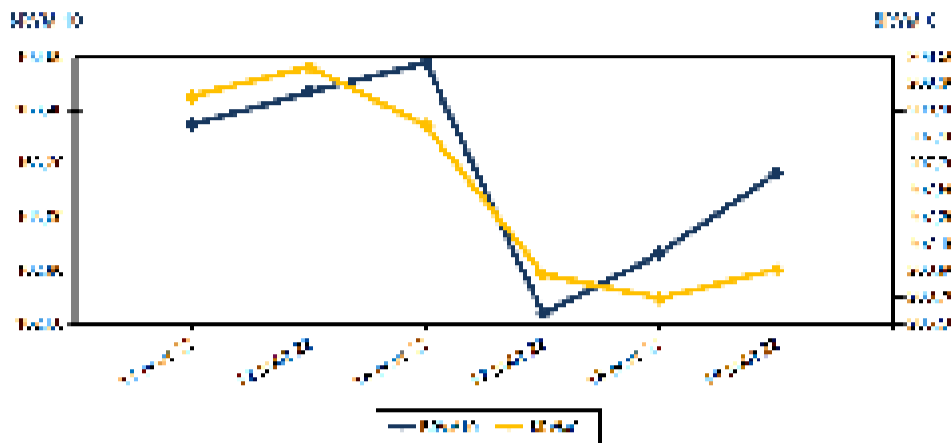
N° 100 vendredi 19 août 2022 Site : [www.brvm.tg](http://www.brvm.tg)

**BRVM Composite** 206,92

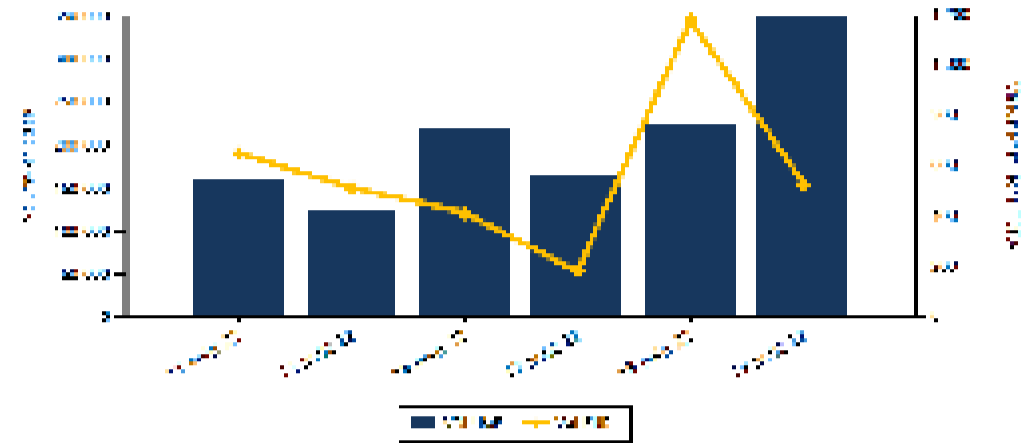
Variation Jour ↑ 0,11 %

Variation annuelle ↑ 2,29 %

Evolution des Indices



Valumes et valeurs transférés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation transférée (PCAT) (Partenaires de l'Etat)	6 228 781 035 086	0,11 %
Valeurs transférées (Partenaires de l'Etat)	298 001	34,03 %
Valeur transférée (PCAT) (Partenaires de l'Etat)	388 232 094	-0,10 %
Partenaires de titres transférés	40	-0,30 %
Partenaires de titres en hausse	17	0,00 %
Partenaires de titres en baisse	14	25,27 %
Partenaires de titres transférés	9	-10,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation transférée (PCAT)	8 071 039 743 360	-0,04 %
Valeurs transférées	49 180	544,06 %
Valeur transférée (PCAT)	143 546 760	70,37 %
Partenaires de titres transférés	4	30,33 %
Partenaires de titres en hausse	0	-100,00 %
Partenaires de titres en baisse	1	
Partenaires de titres transférés	3	30,00 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETMO CI (STAG)	1 400	6,87 %	94,78 %
STAG CI (STAG)	5 700	6,54 %	-0,77 %
NESTLE CI (STAG)	6 723	5,08 %	16,04 %
SWOL CI (SBOC)	5 500	4,97 %	9,38 %
UNIVIK CI (SBOC)	1 300	3,17 %	-25,00 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
WVO ENERGY CI (SBOC)	120	-5,03 %	-4,16 %
SNE CI (SBOC)	6 800	-2,86 %	-4,10 %
SOCIETE TOGOLAISE DE BANQUE (SBOC)	4 700	-2,16 %	0,00 %
BANK OF AFRICA CI (SBOC)	4 000	-2,13 %	-24,10 %
CEI CI (SBOC)	2 400	-1,83 %	12,46 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	104,95	1,04 %	-4,09 %	12 520	39 062 975	26,21
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	474,08	0,00 %	5,42 %	11 000	112 066 395	9,20
BRVM - FINANCE	19	78,08	0,05 %	1,29 %	219 700	84 267 301	7,30
BRVM - TRANSPORT	3	438,36	0,00 %	-20,54 %	40	703 590	7,00
BRVM - AGRICULTURE	3	320,35	0,03 %	31,46 %	11 915	86 126 750	5,95
BRVM - DISTRIBUTION	7	372,86	0,71 %	-8,40 %	11 700	24 957 300	20,76
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 727,43	4,87 %	94,78 %	403	903 590	16,01
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen de marché	8,14	
Taux de rendement moyen du marché	6,89	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,26	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de titres obligataires	102	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 119 803,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 505 825 032,37	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Taux moyen de liquidité	8,57	
Taux moyen de rentabilité	10,19	
Taux moyen de balance	118,92	
Taux moyen de couverture	84,09	
Taux de rotation moyen du marché	0,03	
Prime de risque du marché	6,38	
Nombre de SOI participants	30	

**Calculations**

- Valeur moyenne annuelle par séance : Valeur moyenne annuelle / nombre de séances
- Valeur moyenne annuelle : Valeur moyenne annuelle / nombre de séances
- Taux moyen de liquidité : Valeur moyenne annuelle / (nombre de titres \* cours moyen)
- Taux moyen de rentabilité : Valeur moyenne annuelle / (nombre de titres \* cours moyen)
- Taux moyen de balance : Valeur moyenne annuelle / (nombre de titres \* cours moyen)
- Taux moyen de couverture : Valeur moyenne annuelle / (nombre de titres \* cours moyen)
- Taux de rotation moyen du marché : Valeur moyenne annuelle / (nombre de titres \* cours moyen)
- Prime de risque du marché : Valeur moyenne annuelle / (nombre de titres \* cours moyen)

- PER moyen de marché : Valeur moyenne annuelle / (nombre de titres \* cours moyen)
- Taux de rendement moyen du marché : Valeur moyenne annuelle / (nombre de titres \* cours moyen)
- Taux de rentabilité moyen du marché : Valeur moyenne annuelle / (nombre de titres \* cours moyen)
- Nombre de sociétés cotées : Nombre de sociétés cotées
- Nombre de titres obligataires : Nombre de titres obligataires
- Valeur moyenne annuelle par séance : Valeur moyenne annuelle / nombre de séances
- Valeur moyenne annuelle par séance : Valeur moyenne annuelle / nombre de séances





# Un premier navire de céréales en direction de l'Afrique grâce à l'ONU

Un navire humanitaire de 23.000 tonnes de céréales Ukrainiennes est affrété par l'Organisation des Nations unies (ONU) a quitté le port de Pivdenny, dans le sud de l'Ukraine.



L'annonce est faite par le ministre ukrainien de l'infrastructure, Oleksandre Koubrakov. « Le navire Brave Commander avec du grain pour

l'Afrique a quitté le port de Pivdenny. Ce matin, le cargo est parti pour le port de Djibouti, où les vivres seront livrés à l'arrivée aux consomma-

teurs en Ethiopie ». A-t-il indiqué sur Telegram. Ces 23.000 tonnes de blé sont « affrétées par le Programme alimentaire mondial des Nations

unies » a-t-il ajouté. Selon les autorités ukrainiennes, depuis la signature des accords sur l'exportation des céréales ukrainiennes, en juillet

par Kiev et Moscou grâce à la Turquie sous l'égide de l'ONU, plus d'une quinzaine de bateaux ont déjà quittés l'Ukraine parmi lesquels ne se

trouvait aucune cargaison humanitaire l'ONU.

Un nombre record de 345 millions de personnes dans 82 pays sont aujourd'hui confrontées à une insécurité alimentaire aiguë et 50 millions de personnes dans 45 pays risquent de sombrer dans la famine en cas d'absence d'aide humanitaire selon le Programme Alimentaire Mondial (PAM). Le ministre ukrainien de l'infrastructure a dit espérer que « deux ou trois » navires supplémentaires affrétés par l'ONU pourraient en partir prochainement.

Avec nzaraneews

## Etranger

### Taiwan, maillon-clé des chaînes commerciales mondiales

Les Etats-Unis veulent renforcer leurs liens commerciaux avec l'île, spécialisée dans la fabrication des indispensables semi-conducteurs, et sur laquelle la Chine revendique sa souveraineté.

Les négociations entre les États-Unis et Taïwan devraient commencer à l'automne prochain. Taïwan, 9e partenaire commercial des États-Unis et producteur majeur des semi-conducteurs – les puces présentes dans tous les appareils électroniques –, s'impose comme un partenaire commercial indispensable de Washington. Des discussions inaugurales sur un nouvel accord commercial avaient déjà eu lieu fin juin. Antoine Bondaz, chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique et spécialiste de la Chine et de Taïwan, tient toutefois à relativiser cette annonce : « Les États-Unis et Taïwan en-

tiennent des relations commerciales privilégiées depuis longtemps. Le but est aujourd'hui de fluidifier ces relations encore davantage. » Pourquoi s'abonner à La Croix? Vers une formalisation accrue des échanges commerciaux Taïwan et les États-Unis sont déjà liés depuis 1994 par un « cadre » relatif au commerce et aux investissements, qui n'est pas un accord formel. Il s'agit d'une plateforme pour discuter de tous les sujets économiques. Taïwan a aussi rejoint l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2002, ce qui a contribué à la croissance de son commerce bilatéral et multilatéral.

« Ces dernières années, l'importance économique de Taïwan s'est considérablement accrue. Il est normal que les pays cherchent à multiplier les contacts », ajoute Antoine Bondaz.

L'« Initiative États-Unis-Taïwan sur le commerce du XXIe siècle » – nom de la nouvelle séquence de négociations – se fera sous les auspices de l'American Institute in Taiwan (AIT) et du Taipei Economic and Cultural Representative Office in the United States (Tecro). Cet accord « fera progresser les priorités commerciales mutuelles fondées sur des valeurs communes et favorisera l'innovation et la croissance éco-

nomique inclusive pour nos travailleurs et nos entreprises », a expliqué la représentante adjointe au commerce des États-Unis, Sarah Bianchi. Le secteur privé déjà embarqué Antoine Bondaz souligne que « les droits de douane et les investissements » seront au cœur des négociations. Autres sujets à l'agenda : la production de semi-conducteurs, la lutte contre la corruption, la protection du travail et de l'environnement, les règles du commerce numérique ou encore le fonctionnement des entreprises publiques. Le rapprochement entre les deux pays est déjà effectif via les investissements de leurs en-

treprises respectives. TSMC, géant taïwanais de la production de semi-conducteurs, a récemment annoncé un nouvel investissement en Arizona de 12 milliards de dollars au total entre 2021 et 2029. Une première usine, qui devrait être achevée d'ici à 2024, devrait créer 2 000 emplois. Autre exemple, Microsoft dépensera 10 milliards de dollars à Taïwan pour construire un centre de données d'ici à 2024. Le projet, intitulé Reimagine Taiwan, créera environ 30 000 emplois sur place. Une annonce qui renforce les crispations chinoises « L'approche économique est au cœur de la stratégie taïwanaise

d'interaction avec les autres pays, les rapprochements politiques sont exclus », ajoute le spécialiste. Les autorités chinoises n'ont d'ailleurs pas tardé à réagir à l'annonce de l'ouverture de ces négociations. Jeudi matin, le ministère du commerce chinois a déclaré s'opposer « fermement » à une nouvelle initiative commerciale entre Taïwan et les États-Unis. Depuis la visite de Nancy Pelosi début août, les tensions n'ont cessé de croître entre Taïwan et la Chine. Cette dernière n'a pas hésité à lancer les plus grandes manœuvres militaires jamais observées dans le détroit de l'île la semaine dernière. Avec La croix



## Appui au CNFE

## Le ministère en charge du commerce recrute

Dans le cadre de la facilitation des échanges, Le ministère du Commerce, de l'industrie et de la consommation locale à travers le programme pour la facilitation des échanges en Afrique de l'ouest (FEAO) veut recruter un consultant pour appuyer le comité national de facilitation des échanges.

Le ou la consultant(e) recruté(e) devra soutenir le CNFE, dans la planification, la coordination, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des dispositions de l'Accord ; Contribuer à la visibilité de ses actions sur

le terrain ; Participer au renforcement des capacités des membres du Comité et du Secrétariat Permanent afin d'assurer et de maintenir l'efficacité et la durabilité de ses actions dans la coordination et le suivi de la mise

en œuvre des articles de l'AFE et autres mesures relatives à la facilitation des échanges au Togo ; Coordonner de manière optimale les travaux des partenaires au développement afin de maximiser leur alignement stra-

tégique ; Travailler à la recherche de sources de financements pérennes pour le fonctionnement du comité et son Secrétariat Permanent. Les candidats intéressés sont invités à soumettre leur candidature en copie

numérique au plus tard le 03 septembre 2022 à 12h 00, à l'adresse email ci-après : [secretariat.dce@commerce.gouv.tg](mailto:secretariat.dce@commerce.gouv.tg) NB : Les dossiers de candidature doivent comporter un CV en

corrélation avec les qualifications, les copies des diplômes et attestations de travail.



## SECRETARIAT GENERAL

## DIRECTION GENERALE DU COMMERCE

## DIRECTION DU COMMERCE EXTERIEUR

## COMITE NATIONAL DE LA FACILITATION DES ECHANGES

Dossier Suivi par M. Kossi ABIGUIME, Tél : +228 97 68 07 07

## Termes de référence

## Recrutement d'un(e) consultant(e) local(e) pour appuyer le Comité National de Facilitation des Echanges (CNFE) du Togo

## I. Contexte

L'accord sur la facilitation des échanges (AFE) de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) conclu à Bali (Indonésie) en décembre 2013 est entré en vigueur le 22 février 2017. Structuré en trois sections, l'AFE institue dans sa section 2, le traitement spécial et différencié qui prévoit une mise en œuvre progressive de l'accord pour les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA). Le Togo a marqué son adhésion audit accord par le dépôt, le 1<sup>er</sup> octobre 2015, de son instrument d'acceptation.

L'accord sur la facilitation des échanges prévoit à son article 23.2, la création d'un comité national de facilitation des échanges (CNFE) par chaque Etat membre de l'OMC pour faciliter la coordination et la mise en œuvre de ses dispositions.

Pour se conformer à cette obligation, le Togo a, par décret en date du 20 octobre 2016, créé son comité national de la facilitation des échanges (CNFE) qui est composé des membres de l'administration publique, du secteur privé et de la société civile.

La mission du CNFE est, entre autres, d'assurer le suivi et la coordination dans la mise en œuvre des dispositions de l'accord sur la facilitation des échanges.

Le Togo fait partie des six corridors commerciaux sélectionnés dans le cadre du programme FEAO et constitue donc une pièce importante du programme de réformes nécessaires pour la réalisation de l'objectif du programme, à savoir l'amélioration de l'environnement commercial menant à la réduction des délais et des coûts des échanges. Le CNFE est le point focal et la stratégie de durabilité du FEAO. Il est essentiel d'assurer le soutien du CNFE du Togo pour la mise en place des outils permettant de gérer la mise en œuvre de l'AFE et le soutien à d'autres activités liées à la facilitation des échanges. Pour permettre aux membres du comité de faire un meilleur suivi et coordination dans la mise en œuvre des obligations de l'AFE et autres mesures relatives à la facilitation des échanges

1

Avenue de Sarakawa, Place des Martyrs, BP : 383, Tél : +228 22 21 20 25

- assister à renforcer l'ancrage institutionnel et opérationnel du CNFE en tant que liaison étroite avec les entités du Gouvernement, du secteur privé, de la société civile représentés au sein du CNFE et/ou les parties prenantes et les potentiels bénéficiaires des initiatives de facilitation des échanges,
- soutenir la recherche et veille documentaire sur la politique de facilitation des échanges, suivre les développements internationaux,
- concevoir un mécanisme de partage de bonnes pratiques entre les membres du CNFE et avec les autres CNFE de la région en particulier,
- produire des fiches signalétiques bimensuelles des actions ou activités menées par le comité,
- élaborer des rapports mensuels à l'attention du Chef projet FEAO.

Le ou la consultant(e) accomplira aussi les tâches suivantes pour appuyer l'équipe du Groupe de la Banque Mondiale dans le cadre du Programme FEAO :

- soutenir les activités du programme FEAO et du Point Focal du FEAO mises en œuvre au Togo et le long des corridors commerciaux désignés en tant que lien avec le CNFE et ses membres, et s'assurer de leur intégration optimale dans le plan de travail du CNFE pour en assurer une appropriation progressive et pérennisation,
- soutenir le Point Focal du programme FEAO pour le Togo dans la coordination des activités d'Assistance Technique à travers la gestion des activités quotidiennes du programme FEAO,
- exécuter toutes autres tâches assignées par le Point Focal du programme FEAO pour le Togo, et les Chargés (TTLs) du programme FEAO.

## IV. Livrables ou résultats spécifiques attendus

Le ou la consultant(e) devra travailler de manière indépendante, avec le Bureau et le Secrétariat Permanent du CNFE pour fournir les résultats/activités suivant(e)s :

- Une méthodologie et un plan de suivi et évaluation de mise en œuvre des réformes de FE et de mise à jour dynamique de la planification pour intégration systématique des recommandations du CNFE liées au S&E,
- développement d'une analyse environnementale institutionnelle définissant l'ensemble des entités impliquées dans la FE (dont celle dédiée à la ZLECAF) et élaborant des recommandations pour un ancrage institutionnel renforcé du CNFE, une coordination institutionnelle optimale des réformes de FE,
- proposition de mécanisme d'optimisation du MAOC et des autres instruments,
- Un plan de formation dynamique du Comité et du Secrétariat Permanent selon les recommandations du modèle de maturité,
- Des modèles et mécanismes pour des fiches signalétiques et de reporting, des rapports de l'état de mise en œuvre de l'AFE, et des rapports de veille documentaire et de partage des bonnes pratiques,
- une proposition de plan de mobilisation de ressources pour le fonctionnement du CNFE,
- une ébauche de plan de communication en relation avec le cadre régional de communication des CNFE de la CEDEAO,
- mise en œuvre au Togo et auprès du CNFE des systèmes de mesure du rendement initiatives de FE (TF tracking system) et systèmes de rapportage du FEAO ;
- révision des plans d'actions du comité, intégration dans le plan stratégique de mise en œuvre de la FE au Togo et soutien à la mise en place d'une intégration efficiente dans les politiques sectorielles et d'une coordination pérenne avec les partenaires au développement pour leur mise en œuvre,
- mise en place d'un mécanisme d'évaluation approfondie et interactif du CNFE, suivant entre autres l'auto-évaluation annuel du niveau de maturité de la CEDEAO pour soutenir l'intégration d'une approche basée sur les résultats dans l'actualisation systématique du plan d'action du CNFE,
- présentations sur les activités du CNFE pour usage interne et externe, y compris pour l'information régulière aux partenaires.

3

Avenue de Sarakawa, Place des Martyrs, BP : 383, Tél : +228 22 21 20 25

au Togo, le bureau du CNFE, à la demande du Gouvernement de la République Togolaise, a bénéficié d'un appui financier du Programme de Facilitation des échanges en Afrique de l'Ouest (FEAO) pour recruter un consultant local qui va appuyer le CNFE et son Secrétariat Permanent.

## II. Objectifs

Le ou la consultant(e) recruté(e) devra :

1. soutenir le CNFE, dans la planification, la coordination, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des dispositions de l'Accord ;
2. contribuer à la visibilité de ses actions sur le terrain ;
3. participer au renforcement des capacités des membres du Comité et du Secrétariat Permanent afin d'assurer et de maintenir l'efficacité et la durabilité de ses actions dans la coordination et le suivi de la mise en œuvre des articles de l'AFE et autres mesures relatives à la facilitation des échanges au Togo ;
4. coordonner de manière optimale les travaux des partenaires au développement afin de maximiser leur alignement stratégique ;
5. travailler à la recherche de sources de financements pérennes pour le fonctionnement du comité et son Secrétariat Permanent.

2

## III. Responsabilité du consultant

L'expert(e) en facilitation des échanges qui sera recruté(e) en tant que consultant(e) pour assister le CNFE va contribuer à rendre le CNFE opérationnel et performant en prenant en compte les meilleures pratiques et les recommandations issues du modèle de maturité des CNFE du Programme FEAO.

Le ou la consultant(e) soutiendra le CNFE et son Secrétariat Permanent en réalisant les activités et en identifiant les meilleurs moyens de renforcer efficacement les capacités et les compétences de ses membres :

- assister le CNFE dans la mise en œuvre des recommandations issues de ses activités par les structures responsables,
- travailler à l'optimisation des outils de facilitation existants tels que le MAOC, et celui des BNT mis en place dans le cadre de la ZLECAF,
- développer et mettre en œuvre des outils nécessaires au renforcement des capacités du Comité et de son Secrétariat Permanent,
- apporter un appui technique à ses groupes de travail,
- contribuer à la conception et au développement d'un plan de communication pour la visibilité des actions du CNFE.

De façon spécifique, le consultant devra notamment :

- assister le CNFE à adopter les mécanismes d'évaluation, de maintien à jour et d'intégration de son plan stratégique au sein des stratégies et politiques sectorielles, et dans la stratégie nationale mise en œuvre de l'accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF),
- préparer et/ou maintenir à jour les plans d'action des activités de réforme basés sur les lacunes observées et à formuler des recommandations pour l'intégration effective de ces activités de réforme dans les programmations sectorielles,
- soutenir le CNFE dans le développement de capacités de suivi-évaluation, genre sensible, et d'amélioration efficaces et durables de ses performances,
- aider à la coordination et à la consolidation des rapports des groupes de travail techniques,
- aider à élaborer les processus de rapportage et les modèles des rapports trimestriels au Gouvernement pour approbation,

2

Avenue de Sarakawa, Place des Martyrs, BP : 383, Tél : +228 22 21 20 25

## V. Durée de la mission

La durée du contrat est d'un (01) an. Il pourra être renouvelé en fonction des performances du Consultant et de la disponibilité des ressources. Le consultant recruté sera mis à la disposition du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale. Il travaillera en étroite collaboration avec le CNFE, y compris son Secrétariat Permanent, les TTLs et l'équipe du Programme FEAO.

## VI. Profil du Consultant

Le ou la consultant(e) sélectionné(e) devra démontrer qu'il/elle possède les qualifications suivantes :

- avoir un niveau minimum (BAC+5) en douane, économie, droit, gestion,
- avoir au moins cinq (5) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la facilitation des échanges, des douanes et de la logistique,
- avoir effectué des missions en matière de facilitation du commerce au cours des cinq (05) dernières années,
- disposer de solides connaissances de travail sur l'AFE de l'OMC et des programmes de facilitation d'autres institutions partenaires,
- disposer d'une bonne expérience de terrain en matière de facilitation du commerce du Togo ou dans l'un des pays de la sous-région,
- avoir une expérience de travail dans la gestion de projets basée sur les normes internationales et une approche basée sur les résultats ou dans un programme d'assistance technique financé par un donateur, y compris en tant que bénéficiaire,
- disposer d'une capacité avérée à établir un consensus, et d'expérience dans l'organisation et la conduite d'un dialogue technique avec des parties prenantes privées et publiques,
- disposer de solides compétences en matière d'analyse, d'expression orale et de rédaction de rapports en français et en anglais
- avoir une solide connaissance dans le domaine de la communication,
- avoir une connaissance dans l'élaboration des plans de communication.

Les candidats intéressés sont invités à soumettre leur candidature en copie numérique dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de publication de l'avis, à l'adresse email ci-après : [secretariat.dce@commerce.gouv.tg](mailto:secretariat.dce@commerce.gouv.tg)

NB : Les dossiers de candidature doivent comporter un CV en corrélation avec les qualifications, les copies des diplômes et attestations de travail.

4

4



# C'est Reparti!

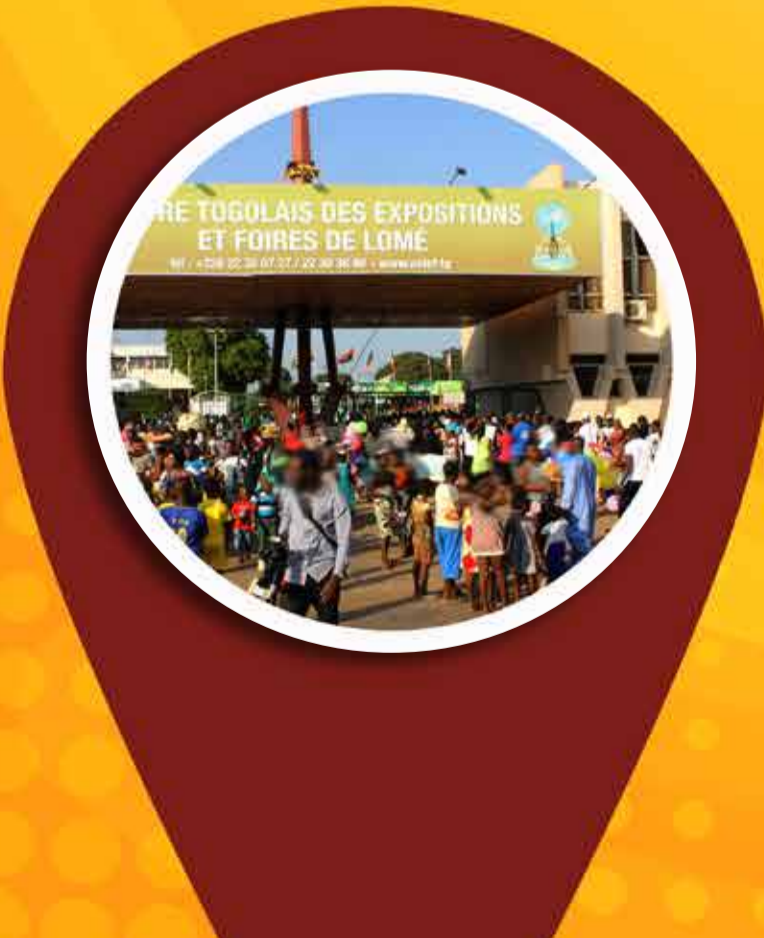
30 Nov.  
18 Déc.  
2022

17<sup>ème</sup>  
**Foire**  
Internationale de  
**LOME**

Foire de toutes les opportunités



**THÈME:**  
**COMPÉTITIVITÉ DES BIENS ET SERVICES POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE POST COVID 19**



  
**+1000 EXPOSANTS**

  
**+300 000 VISITEURS**

  
**90 000 M<sup>2</sup> D'ESPACE**



CETEF-LOME  
+228 91 20 70 70 / 99 20 70 70  
www.cetef.tg



Activité sous strict respect des mesures barrières au Covid 19